**COMMUNAUTE URBAINE
DE
BORDEAUX**

**CONSEIL DE COMMUNAUTE
SEANCE PUBLIQUE DU VENDREDI 16 AVRIL 2010 A 09 H 30
(Convocation du 6 avril 2010)**

Aujourd'hui vendredi seize avril deux mil dix à 09 h 30, le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de M. Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. CAZABONNE Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BOBET Patrick, Mme BOST Christine, M. BRON Jean-Charles, Mme CARTRON Françoise, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, M. FAVROUL Jean-Pierre, Mme FAYET Véronique, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAUTE Jean-Michel, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, M. LAMAISON Serge, Mme LIRE Marie Françoise, M. OLIVIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. ROSSIGNOL Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, M. SEUROT Bernard, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, Mme DE FRANCOIS Béatrice, Mme LACUEY Conchita, M. MAURRAS Franck, M. SOUBABERE Pierre, M. AMBRY Stéphane, M. ASSERAY Bruno, Mme BALLOT Chantal, Mme BONNEFOY Christine, M. BONNIN Jean-Jacques, M. BOUSQUET Ludovic, Mme BREZILLON Anne, M. BRUGERE Nicolas, Mme CAZALET Anne-Marie, M. CAZENAVE Charles, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANJON Frédéric, M. DAVID Jean-Louis, M. DAVID Yohan, Mme DELATTRE Nathalie, M. DELAUX Stéphan, Mlle DELTIMPLE Nathalie, Mme DESSERTINE Laurence, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUPOUY Alain, M. EGRON Jean-François, Mlle EL KHADIR Samira, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, M. FEUGAS Jean-Claude, Mme FOURCADE Paulette, M. GALAN Jean-Claude, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. GUYOMARC'H Jean-Pierre, Mme HAYE Isabelle, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JOUBERT Jacques, M. JUNCA Bernard, M. LAGOFUN Gérard, Mme LAURENT Wanda, M. LOTHAIRE Pierre, M. MANGON Jacques, M. MAURIN Vincent, Mme MELLIER Claude, M. MERCIER Michel, M. MOGA Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, M. PAILLART Vincent, Mme PARCELIER Muriel, M. PENEL Gilles, M. PEREZ Jean-Michel, Mme PIAZZA Arielle, M. POIGNONEC Michel, M. QUANCARD Denis, M. QUERON Robert, M. RAYNAL Franck, M. RESPAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, Mme SAINT-ORICE Nicole, M. SENE Malick, M. SIBE Maxime, M. SOLARI Joël, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOLET Thierry, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. DAVID Alain à M. EGRON Jean-François
M. FLORIAN Nicolas à M. DUPRAT Christophe
M. FREYGEFOND Ludovic à M. LABISTE Bernard à cpter de 10 h 00
M. PIERRE Maurice à M. HERITIE Michel jusqu'à 10 h 20
M. PUJOL Patrick à M. POIGNONEC Michel
M. TURON Jean-Pierre à M. TOUZEAU Jean
M. AMBRY Alain à M. PEREZ Jean-Michel jusqu'à 09 h 55
M. ANZIANI Alain à M. CHARRIER Alain
M. BAUDRY Claude à Mme EWANS Marie-Christine

Mme CAZALET Anne-Marie à M. CAZENAVE Charles jusqu'à 11 h 00
Mlle COUTANCEAU Emilie à Mme BOST Christine
Mme DELTIMPLE Nathalie à M. DUBOS Gérard jusqu'à 09 h 55
M. DUCASSOU Dominique à Mme TOUTON Elisabeth
M. GUICHEBAROU Jean-Claude à M. JOUBERT Jacques
M. GUILLEMOTEAU Patrick à M. MOULINIER Maxime à cpter de 10 h 00
M. MILLET Thierry à M. RAYNAL Franck
M. RAYNAUD Jacques à M. RESPAUD Jacques
M. REIFFERS Josy à Mme COLLET Brigitte
M. ROUYEYRE Matthieu à Mme DIEZ Martine

LA SEANCE EST OUVERTE

COMMUNICATIONS DE MONSIEUR LE PRESIDENT

M. le Président Vincent FELTESSE Quelques mots traditionnels, d'une part de bienvenue et d'information en termes de calendrier. Pour vous dire que ce soir, ce sont les vacances. Nous reprenons dans 15 jours de manière assez active. Il y aura un comité de pilotage le 4 mai sur le projet métropolitain, mais nous avons vu hier soir que cette démarche se présente plutôt bien. Le 6 mai, un comité de pilotage sur le développement économique et un Bureau qui sera assez chargé comme tous les Bureaux. Nous aurons, d'ici l'été, une nouvelle conférence des communes qui portera sur les questions d'habitat, mais nous stabiliserons cela.

Nous avons ce matin un ordre du jour qui peut apparaître comme léger, mais nous laisserons la démocratie s'exprimer. Simplement, j'aimerais bien que nous fassions le point sur 2 dossiers plus particuliers, celui de First Aquitaine Industrie compte tenu de l'actualité, et d'autre part, faire un point sur le déplacement que nous avons fait il y a quelques jours à Rennes puisque nous n'avons pas eu le temps de le faire en Bureau.

Dernière information qui n'est pas totalement anodine, nous avons transmis hier le dossier d'enquête publique pour la troisième phase du tramway et normalement, sous réserve de confirmation de la préfecture, l'enquête publique sur les extensions des lignes A, B et C pourrait avoir lieu avant l'été de fin mai à début juillet ou à la mi-juillet, mais nous en reparlerons à l'occasion de la délibération sur l'achat de rames.

DESIGNATION D'UN SECRETAIRE ET D'UN SECRETAIRE ADJOINT

MM. SAINTE-MARIE et SEUROT ont été désignés respectivement comme Secrétaire et Secrétaire Adjoint de séance.

ADOPTION DE PROCES-VERBAUX

Les procès-verbaux des séances du 18 décembre 2009 et du 15 janvier 2010 sont adoptés à l'unanimité, sans observation.

AMELIORATION DES REGLES DE FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNAUTAIRES – APPLICATION DE LA DELIBERATION 2008/0199 DU 18 AVRIL 2008 modifiée

POLE OPERATIONNEL

Direction Opérationnelle Voirie, Circulation Proximité

- Arrêté n°2264 du 17 décembre 2009 – LE TAILLAN MEDOC – Classement de la rue Mozart (partie).
- Arrêté n°266 du 9 février 2010 – BEGLES – rue du Maréchal Foch – Déclassement d'un redan.
- Arrêté n°267 du 9 février 2010 – FLOIRAC – rue Jean Larrey – Déclassement d'un délaissé.

- Arrêté n°540 du 15 mars 2010 – LE HAILLAN – Classement de la rue des Palombes.
- Arrêté n°570 du 23 mars 2010 – AMBARES – Lt « Les Jardins de Lagrave » - Classement de l'impasse des Jardins de Lagrave.

POLE ADMINISTRATION ET FONCIER

Direction Action Foncière

- 2010/445 du 1/03/2010 - Acquisition gratuite - LE TAILLAN MEDOC – chemin de la Plante du Bois des Ormes – Melle COUSIN SZAJKA - 21.2112.8820.O100.VB519.
- 2010/446 du 1/03/2010 - Acquisition gratuite - BLANQUEFORT – 128 rue de la Rivière - Mme DESMONS - 21.2112.8220.O100.VB56.
- 2010/447 du 1/03/2010 - Acquisition gratuite - BLANQUEFORT – 108 rue de la Rivière - Epoux VIVIENT - 21.2112.8820.O100.VB056.
- 2010/448 du 1/03/2010 – Acquisition - AMBARES ET LAGRAVE – rue Guillaume Peychaud - M. et Mme COELHO - 11 310 € - 21.2112.822.O100.VB003.04.
- 2010/449 du 1/03/2010 - Acquisition gratuite - EYSINES – 26 rue de la Rosière – Epoux GASQUET - 21.2112.8220.O100.VB162.
- 2010/450 du 1/03/2010 - Acquisition gratuite + travaux - EYSINES rue des Graves – Mme BARBIER - 3 500 € - 21.2112.822.O100.VB162.
- 2010/451 du 1/03/2010 - Acquisition + travaux - VILLENAVE D'ORNON – 1 route de Léognan - Epoux MILLET - 53 186 € - 21.2112.8220.O100.VB550.
- 2010/452 du 1/03/2010 - Acquisition gratuite + travaux - PESSAC – 159 avenue du Général Leclerc – M. et Mme BOST - 15 150 € - 21.2112.8220.O400.VCA00.
- 2010/453 du 1/03/2010 - Acquisition gratuite + travaux - PESSAC – 158 avenue du Général Leclerc - SCI RIVA -.18 450 € - 21.2112.8220.O400.VCA00.
- 2010/454 du 1/03/2010 - Acquisition gratuite - BEGLES – rue Lucien Lerousseau – Commune - 21.2112.8220.O400.VCA00.
- 2010/455 du 1/03/2010 – Acquisition - BLANQUEFORT – 2 rue de Maurian – Mmes VAN DE BRUCK et FAY - 22 000 € - 21.2111.8240.A430.HAA.
- 2010/462 du 2/03/2010 – Prémption - GRADIGNAN – 43 rue de Chaut – M. VINQUIER - 28 800 € - 21.211.8240.A430.HAA.
- 2010/492 du 8/03/2010 - Acquisition gratuite - EYSINES – rue Parmentier/rue de l'Esperanto – Commune - 21.2111.8310.O200.PD00.

- 2010/493 du 8/03/2010 - Arrêté 2010/109 du 11/01/2010 annulé - Acquisition + travaux - EYSINES – 52 rue des Graves – Epoux ESTEVES ALVES - 741 € - 21.2112.8220.O100.VB16204.
- 2010/494 du 8/03/2010 - Servitude définitive gratuite - CASTRES GIRONDE – lieudit Bellefont – accordée à ERDF pour implantation réseau souterrain d'une ligne électrique.
- 2010/495 du 8/03/2010 - Servitude définitive gratuite d'assainissement - BRUGES – ZAC du Tasta îlot B12-1.
- 2010/496 du 8/03/2010 - Acquisition gratuite - BRUGES – avenue d'Aquitaine – Commune.
- 2010/497 du 8/03/2010 - Acquisition - BRUGES – 17 avenue d'Aquitaine – SCI LAVERGNE - 15 € - 21.2112.8220.O400.VCA.
- 2010/508 du 9/03/2010 – Prémption - SAINT MEDARD EN JALLES – 82 avenue du Haillan – M. TOULOUSE - 600 000 € - 21.2111.8240.A430.HAA - 11.6226.8240.A430.
- 2010/513 du 10/03/2010 – Acquisition - BORDEAUX – 40 rue d'Armagnac – Mme AUDEBERT - 330 000 € - 21.2138.8240.A410.HAB.
- 2010/514 du 10/03/2010 - Acquisition gratuite - LE HAILLAN – rue du Médoc – société ARCLA - 21.2112.8220.O100.VA1A.
- 2010/515 du 10/03/2010 - Servitude définitive gratuite d'assainissement - CARBON BLANC – chemin du Faysan - consorts LUVISON - 21.2111.O200.UF.
- 2010/516 du 10/03/2010 - Servitude définitive gratuite d'assainissement - PESSAC – allée Vivaldi – lotissement Le Domaine – Commune - 21.2111.O200.UF.
- 2010/517 du 10/03/2010 – Acquisition - PESSAC – avenue du Dolmen – copropriétaires de la résidence « Le Méhir » - 17 000 € - 21.2111.8240.A430.HAA.
- 2010/518 du 10/03/2010 - Occupation temporaire accordée à la CUB pour pose de conduite de refoulement - BLANQUEFORT – rue du Port du Roy – Grand Port Maritime de Bordeaux - 93 € - 23.2313.O200.UCBE.
- 2010/519 du 10/03/2010 - Acquisition gratuite - BLANQUEFORT – 106 rue de la Rivière - Melle LAURENT - 21.2112.8220.O100.VB056.
- 2010/520 du 10/03/2010 - Acquisition gratuite + travaux - BLANQUEFORT – 114 rue de la Rivière – MM. DURET - 3 000 € - 21.2112.8220.O100.VB056.
- 2010/521 du 10/03/2010 - Acquisition gratuite - BLANQUEFORT – 132 rue de la Rivière – Mme MELAN - 21.2112.8220.O100.VB056.

- 2010/522 du 10/03/2010 - Acquisition gratuite - VILLENAVE D'ORNON – avenue de Lattre de Tassigny – M. RIMBAUD - 21.2111.8240.A430.HAA.
- 2010/523 du 10/03/2010 - Acquisition gratuite - VILLENAVE D'ORNON – lieudit Haut Madère Sud – SNC RIMBAUD - 21.2111.8240.A430.HAA.
- 2010/524 du 10/03/2010 - Acquisition + travaux - VILLENAVE D'ORNON – angle rue Raymond Poincaré et 1 rue Michelet – Mme CHEMIN - 27 335 € - 21.2112.8220.O100.VB550.
- 2010/525 du 10/03/2010 - Acquisition gratuite + travaux - VILLENAVE D'ORNON – 6 rue Raymond Poincaré Epoux BAQUERA - 32 000 € - 21.2112.8220.O100.VB550.
- 2010/526 du 10/03/2010 - Acquisition - VILLENAVE D'ORNON – 1 allée Verte Campagne - M. et Mme JOYET - 2 750 € - 21.2112.8220.O100.VB550.
- 2010/527 du 10/03/2010 - Acquisition gratuite - ARTIGUES PRES BORDEAUX – lieudit boulevard des oiseaux – SNC RIMBAUD et LARROUTUROU - 21.2111.8240.A430.HAA.
- 2010/528 du 10/03/2010 - Acquisition + travaux - SAINT MEDARD EN JALLES – 22 rue Claude Debussy - M. et Mme COIFFARD - 5 423 € - 21.2112.8220.O100.VB449.
- 2010/529 du 10/03/2010 - Acquisition + travaux - SAINT MEDARD EN JALLES – 42 rue Claude Debussy – M. et Mme DARRIBEAUDE - 16 932 € - 21.2112.8220.O100.VB449.
- 2010/534 du 11/03/2010 – Prémption - MERIGNAC – 42 rue du Béarn – Mme LIDON - 235 000 € - 21.2115.8220.D170.HB16 - 21.2115.8240.A430.
- 2010/535 du 12/03/2010 – Prémption - Arrêté 326 du 19/02/2010 retiré - EYSINES – 33 avenue de Picot – Mme COUILLEAU.
- 2010/536 du 12/03/2010 – Prémption - SAINT MEDARD EN JALLES – rue François Arago - M. LURINE - 110 000 € - 21.2115.8240.A430.HAA.
- 2010/537 du 12/03/2010 – Prémption - SAINT MEDARD EN JALLES – rue François Arago - SCI LURINE FILS - 380 000 € - 21.2115.8240.A430.HAA.
- CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE - BORDEAUX – rue d'Armagnac et rue Eugène Delacroix - société TMSO.
- AVENANT n° 4 – A LA CONVENTION PRECAIRE - BORDEAUX – avenue des Quarante Journaux/rue du professeur Lavignolle – société AUCHAN.
- AVENANT n° 1 – A LA CONVENTION PRECAIRE - LORMONT – 10 rue des Cavailles – SPIE BATIGNOLLES SUD OUEST.

- CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE - MERIGNAC – chemin de Pagneau – M. DE LA CASA.
- CONVENTION D'OCCUPATION PROVISOIRE - LE HAILLAN 5a rue du Moulineau - M. et Mme METBACH.

Communication effectuée

M. SAINTE-MARIE sur invitation de **M. le Président Vincent FELTESSE**, donne lecture des affaires suivantes qui sont proposées pour un regroupement :

M. FELTESSE P/ M. A. DAVID

2010/5/ 2 Signalisation Lumineuse - Déplacement des réseaux pour la suppression du bouchon ferroviaire de Bordeaux - Convention avec Réseau Ferré de France - Autorisation

M. FELTESSE P/ M. A. DAVID

2010/5/ 4 Marchés Publics - Fournitures de poteaux supports de signaux lumineux nécessaires à la réalisation des équipements à feux tricolores des carrefours - Appel d'offre ouvert - Autorisation de lancement et de signature

M. FELTESSE P/ M. A. DAVID

2010/5/ 6 Marchés publics - PESSAC - Aménagement des espaces publics emblématiques du centre ville - Marché de maîtrise d'oeuvre 08338U - Avenant n°1 - Coût prévisionnel de travaux et forfait définitif de rémunération du maître d'oeuvre - Autorisation.

M. FELTESSE P/ M. A. DAVID

2010/5/ 7 Marchés Publics - Bordeaux Rive Gauche - Suppression du bouchon ferroviaire Quai de Paludate: section comprise entre les rues Saget et Terres de Borde - Appel d'offres - Autorisation

Mme BOST

2010/5/ 12 PESSAC - PAE Eco quartier du Pontet- Assistance à maîtrise d'ouvrage - Appel d'offres ouvert - Autorisation de lancement et de signature -

M. BRON

2010/5/ 14 La Maison des Arts et des Créateurs - MOD'ARTS 2010 - Fête de la Mode & des Arts - Subvention de la Communauté Urbaine de Bordeaux - Convention - Décision - Autorisation

M. BRON

2010/5/ 18 Bordeaux Gironde Convention Bureau - Programme d'actions 2010 - Subvention de la Communauté Urbaine - Convention - Décision - Autorisation

M. BRON

2010/5/ 19 Salon de l'Agriculture d'Aquitaine 2010 du 8 au 10 mai 2010 - Parc des Expositions de Bordeaux Lac - Subvention de la Communauté Urbaine - Convention - Décision - Autorisation

M. D CAZABONNE

2010/5/ 21 Saint Aubin de Médoc - Conditions de collecte d'un conteneur enterré - Convention avec la commune - Approbation - Autorisation de signature

M. D CAZABONNE

2010/5/ 22 Direction Opérationnelle de l'Environnement- Extension du parking du centre technique communautaire situé rue Gustave Eiffel à Bègles- Approbation du projet- Autorisation de lancement de la procédure de Déclaration d'Utilité Publique

M. D CAZABONNE

2010/5/ 23 Réalisation d'une étude sur la collecte et le recyclage des plastiques issus des centres de recyclage de la Communauté Urbaine de Bordeaux- Convention passée avec la société BRO-GEN - Autorisation de signature

M. CHAUSSET

2010/5/ 24 Marchés Publics - Construction du tramway 1ère Phase -Travaux de revêtement des quais de station - marché n°02 002 U - Levée des réserves - Transaction - Autorisation

M. CHAUSSET

2010/5/ 26 Marchés Publics - Opération tram-train du Médoc - Marchés de contrôle technique, coordination sécurité et protection de la santé et EOQA (expert et organisme qualifié et agréé) - Appel d'offres ouvert - Attribution - Autorisation de signer

M. FREYGEFOND

2010/5/ 28 Exercice 2010 - Budget Principal et Budgets Annexes - Décision Modificative n° 3 - Adoption.

M. FREYGEFOND

2010/5/ 29 BEGLES - Société Anonyme d'Economie Mixte de Construction Immobilière de Bègles (SAEMCIB) - Charge foncière et construction de 10 logements collectifs locatifs, ORU sud des Terres Neuves, site des Chantiers Modernes, îlot K, rue Marc Sangnier - Emprunt principal de 1.284.302 € du type PLS, auprès du Crédit Foncier de France - Garantie - Autorisation

M. FREYGEFOND

2010/5/ 30 BORDEAUX - Société Anonyme d'HLM DOMOFRANCE - Construction de 12 logements collectifs en location-accession, ZAC Ravesies Nord, Ilot 17, allées de Boutaut/rue du Chanoine Vidal, résidence "Les Portes du Lac" - Emprunt principal de 1.228.628 € - Garantie - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. FREYGEFOND

2010/5/ 31 BORDEAUX - Association EMMAÛS 33 URGENCE SOCIALE - Acquisition-amélioration de la résidence sociale Paulo Freire sise 205, boulevard du Maréchal Leclerc et 6, rue Mestrezat, en vue de la création de 12 logements - Emprunt principal de 1.500 €, du type PLAI, auprès de la CDC - Garantie - Autorisation

M. GAÜZERE

2010/5/ 32 Réseau tbc - Desserte de la foire internationale de Bordeaux - Convention de partenariat 2010 - Décision - Autorisation

Mme ISTE

2010/5/ 33 Marchés Publics - Marché 10107 Z - Location et entretien d'un système de reproduction de documents noir et blanc - Changement d'indice de référence - Avenant n° 1 - Décision - Autorisation

Mme ISTE

2010/5/ 34 Marchés Publics - Marché 09310 R - Achat de papier à copier et de papier graphique - Changement d'indice de référence - Avenant n° 1 - Décision - Autorisation

M. SEUROT

2010/5/ 35 Cotisation pour inscription à l'ordre des Architectes - Autorisation

M. SEUROT

2010/5/ 36 Ratios de promotion applicables à l'avancement de grade des agents communautaires pour l'année 2010

M. SEUROT

2010/5/ 37 Poste de Chargé d'études Projets Urbains à la Direction Développement Urbain et Planification - Autorisation de recourir à un agent contractuel

M. SOUBIRAN

2010/5/ 38 Régie de l'Abattoir - Suppression de la taxe d'usage - Mise en place de la redevance d'usage - Autorisation.

M. SOUBIRAN

2010/5/ 39 Régie de l'Abattoir - Budget d'exploitation de l'exercice 2010 - Décision modificative n°1 - Adoption

M. SOUBIRAN

2010/5/ 40 Régie de l'Abattoir - Mise en place de pénalités pour présentation d'animaux très sales - Autorisation.

M. SOUBIRAN

2010/5/ 41 Régie de l'Abattoir - Suppression de la Commission Consultative - Information

M. TOUZEAU

2010/5/ 42 GRADIGNAN - Immeuble bâti situé rue de la Croix de Monjous, cadastré BM 18 - 20 et 21 - AE 118 appartenant à Madame Pierrette POILANE et Monsieur Daniel FAURE - Mise en demeure d'acquiescer - Article L 123.17 du Code de l'Urbanisme - Acquisition - Autorisations - Décision

M. TOUZEAU

2010/5/ 43 SAINT-MEDARD-EN-JALLES - immeuble bâti situé 7 rue Serge Noailles, cadastré AS 121(p) - Cession à Gironde Habitat - Autorisations - Décision

M. TOUZEAU

2010/5/ 44 SAINT MEDARD EN JALLES - Immeuble bâti situé 144 avenue Montaigne, cadastré AY 350-351-352 - Cession à Gironde Habitat - Autorisations - Décision

M. TOUZEAU

2010/5/ 45 LE TAILLAN-MEDOC - D.P.U - Extension du cimetière communal - Immeuble communautaire non bâti situé 19 rue des Sables, cadastré AT 395 et 396 - Cession à la Commune - Autorisations - Décision

M. le Président Vincent FELTESSE rappelle que, conformément à leur règlement intérieur, ces délibérations ont fait l'objet de discussions en Commission et les groupes sont d'accord pour qu'elles fassent l'objet d'un vote regroupé. Néanmoins si quelqu'un souhaite qu'une délibération fasse l'objet d'un commentaire à part, il précise qu'il peut le demander, et constatant que ce n'est pas le cas, les met au voix dans le cadre d'un vote regroupé.

ADOPTÉS À L'UNANIMITÉ

M. FELTESSE**2010/5/ 1 Nomination d'un représentant de la CUB au Conseil d'Administration de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture et de Paysage de Bordeaux**

M. le Président Vincent FELTESSE enregistre l'accord du Conseil pour qu'il soit procédé par un vote à mains levées, et non à bulletins secrets, afin de désigner le conseiller qui siégera au Conseil d'Administration de l'École d'Architecture et du Paysage de Bordeaux. Il propose que ce soit Christine BOST qui représente la CUB.

M. Alain CAZABONNE s'étonne que ce ne soit pas M. GELLE qui soit proposé, comme il lui avait semblé que le Bureau s'était prononcé en ce sens.

M. le Président Vincent FELTESSE lui précise que le Bureau d'hier soir ne s'est pas penché sur ce dossier.

Après concertation, l'accord est obtenu sur la proposition de désigner Mme BOST, qui est soumise au vote du Conseil.

DÉSIGNATION EFFECTUÉE

Mme BOST a été désignée

M. FELTESSE P/ M. A. DAVID**2010/5/ 3 Exploitation et Maintenance du Poste Central de Régulation du Trafic - Autorisation – Décision**

M. le Président Vincent FELTESSE rappelle à ses collègues que depuis quelques années, la Communauté Urbaine a développé une forte compétence dans ce domaine là, qui était incarnée par la SEM Gertrude, et que, de manière traditionnelle, un appel d'offres a été lancé pour poursuivre ce contrat qui ne s'est pas conclu de manière satisfaisante par rapport à leurs exigences. Il indique qu'après discussion avec les Commissaires et le Bureau, il est proposé de reprendre en régie cette activité de gestion du trafic qui est un des fleurons de l'agglomération bordelaise et que l'on exporte dans le monde entier.

Les élus communautaires membres du Conseil d'Administration ou de l'Assemblée Générale de la société d'Économie Mixte Gertrude ne participent pas au vote.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Les membres du CA et de l'AG de la SEM GERTRUDE ne participent pas au vote

M. FELTESSE P/ M. A. DAVID

2010/5/ 5 Marchés publics - Mérignac - Aménagement de l'avenue de la Somme, de l'avenue Matosinhos, de l'avenue Kennedy et du chemin de Pouchon - Appel d'offres - Autorisation

M. le Président Vincent FELTESSE pense que le groupe des Verts a souhaité que des interventions soient possibles sur cette délibération, et leur laisse la parole.

M. CHAUSSET indique que les élus Verts maintiennent le vote qu'ils avaient exprimé précédemment, car dans la mesure où cet aménagement est principalement fait en raison de l'agrandissement de Mérignac-Soleil et des parkings, ils auraient souhaité que ce soit totalement pris en charge par Mérignac-Soleil.

M. ROSSIGNOL signale que lors du précédent vote sur ce dossier, les deux élus Béglais s'étaient abstenus.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe des élus Verts-Europe
Écologie vote contre à l'exception de
MM. JOANDET et ROSSIGNOL qui
s'abstiennent

M. BENOIT

2010/5/ 8 CDPEA : Association Construction Durable et Performance Energétique en Aquitaine - Programme d'actions 2010 - Convention - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. BENOIT

2010/5/ 9 Pôle de compétitivité Pro'Innov - Programme d'actions 2010 - Subvention de la Communauté Urbaine - Convention - Décision – Autorisation

M. ROSSIGNOL indique qu'en lisant cette délibération de Prod'Innov qui est le pôle de compétitivité, produits et procédés innovants pour la nutrition et la santé, il a eu un « blanc » et l'impression de lire un hebdomadaire qu'il lit très régulièrement qui est le Canard Enchaîné. Il a eu le sentiment de lire une rubrique qui s'appelle « *Conflicts de canards* » où y sont décrites avec précision les pratiques de l'industrie agroalimentaire, et il se pose quelques questions à la lecture des termes de cette délibération qu'il cite « *son originalité est de définir deux filières, qui sont la pharmacie santé et les industries agroalimentaires, afin d'offrir un véritable continuum de l'ingrédient alimentaire actif au médicament* ».

Il fait constater que quand on regarde la liste des partenaires de Prod'Innov, c'est très varié, puisqu'il y a des spécialistes des polymères, des spécialistes des médicaments, des spécialistes des fromages de chèvre, des spécialistes de l'azote liquide. Les Verts aimeraient bien que ce pôle de compétitivité se recentre plus sur l'agriculture de proximité, l'agriculture et les filières biologiques naturelles qui font régulièrement l'objet de débats dans cette assemblée, et non pas sur cette industrie agroalimentaire. Au hasard, il a pris un journal d'il y a 15 jours, qui leur dit que dans plus de 200 aliments, des nano particules

sont incorporées, comme par exemple, pour avoir une texture particulière pour qu'un aliment soit onctueux mais pas trop, ou pour que certaines barres chocolatées ne blanchissent pas au soleil. Ce doit être un apport important en marketing, souligne-t-il, mais on ne sait pas quelles sont leurs répercussions sur la santé, puisque selon les experts, il faut à peu près 50 ans, avec les techniques actuelles, pour étudier leurs effets.

Il résume que ce pôle de compétitivité leur pose question, et qu'ils aimeraient bien que soient discutées les finalités de l'alimentation, car c'est bien de financer la recherche, mais « science sans conscience n'est que ruine de l'âme ».

M. GUICHARD indique que, de son côté, ce n'est pas du tout sur ce fond là qu'il souhaitait intervenir, mais simplement pour annoncer que les élus Communistes et apparentés voteront contre sur les pôles de compétitivité, comme il a déjà eu l'occasion de le développer.

Par contre, ils aimeraient se servir de cette intervention pour parler de Ford, mais il laisse à M. le Président le choix du moment pour décider d'ouvrir le débat sur cette question.

M. le Président Vincent FELTESSE estime que cela peut se faire maintenant, mais il tient à donner la parole à **M. BENOIT** pour répondre à **Clément ROSSIGNOL**.

M. BENOIT précise que Prod'Innov est surtout axé sur les nouveaux médicaments et ce pôle de compétitivité est donc mis en place sur la Communauté Urbaine, et y produit un certain nombre d'éléments intéressants pour des entreprises. Il croit que, pour la recherche et le développement, il est intéressant de soutenir ce pôle de compétitivité. Il évoque le Bioparc qui est en train de se mettre en place sur Pessac et il estime qu'il est important d'aller dans ce sens.

Concernant les AMAP et les circuits courts qui sont développés sur différentes communes de la Communauté Urbaine, il tient à signaler que la Ville de Pessac a aidé l'AMAP Terre d'Adèle qui est l'une des premières de l'agglomération. Ils ont participé pour 140 000 € à l'installation de cette AMAP, et il pense qu'il faut être très attentif à la veille sur l'alimentation, mais en même temps, il considère qu'on est là, davantage sur l'émergence de nouveaux médicaments, de santé et de nutrition, et que c'est à soutenir dans cette agglomération.

M. PENEL indique que leur premier sentiment au déblocage des fonds pour le projet Atlas, est plutôt un soulagement pour l'ensemble des salariés de First. Cependant, ce premier sentiment passé, c'est la colère qui reste et qui domine, et il demande depuis quand l'État est-il là pour se substituer aux investisseurs ? Il tient à rappeler à l'ensemble de cette assemblée que H-Z a fait remonter 9 M€ de dividendes à ses actionnaires pour l'année 2009, alors que dans le même temps, il y a eu 0 € d'investissement sur fond propre. Il qualifie cela de belle opération !

Quant aux banques, ils attendent maintenant le montage financier de cette opération, mais il reste des zones d'ombres sur l'ensemble du business plan et sur la pérennité de l'emploi sur le site de Ford.

Il considère que cette situation doit les mener à remettre le dossier à plat, mais aussi à aller vite, choses qui peuvent paraître contradictoires.

Les élus Communistes et apparentés estiment en premier lieu, que Ford doit « revenir dans la danse » qu'il n'aurait jamais dû quitter pour assurer la pérennité immédiate du

site, et en second lieu, qu'il faut interroger à nouveau les dossiers, voir en ouvrir de nouveaux, comme ceux du véhicule électrique ou hybride.

Il fait observer à M. le Président que la stratégie qui a été mise en place ne les conduit qu'à l'échec, et qu'il leur faut aujourd'hui rebattre les cartes. Il insiste sur le fait que les salariés ne doivent plus être une force d'appoint dans les négociations, car il semble qu'ils soient invités par politesse, alors que, tout au contraire, ils doivent aujourd'hui prendre leur place prépondérante au comité de suivi, qui doit se mettre rapidement en place.

Il souligne qu'ils ont fait la démonstration qu'ils étaient ceux, avec leurs organisations syndicales, qui maîtrisaient le mieux la question.

Mme BOST voudrait revenir sur le déroulement de cette semaine un peu atypique où, d'abord, le Préfet annule le comité de pilotage, puis convie toutefois les dirigeants de First, les élus ayant eu l'occasion de tenir une réunion avec First, et ensuite avec les syndicats. Elle indique que cette réunion initiale du comité de pilotage est annulée parce qu'on savait que de mauvaises nouvelles étaient en perspective, puis on finit la semaine avec, a priori, un soupçon de bonnes nouvelles. Elle se déclare un peu sceptique sur la façon dont les choses se déroulent, et sur ces rebondissements extrêmement étranges. Elle se demande pourquoi, tout d'un coup, on arrive à trouver une solution, s'il s'agit d'une solution pérenne, fiable, stable, qui va permettre au projet Atlas de se mettre dans les rails, puisque l'on sait que, de ce projet là, dépend toute l'assise de l'ensemble du projet industriel de l'entreprise.

En tout cas, elle éprouve vraiment un sentiment de mépris de la part des banques, mais également de celles et ceux qui sont en capacité de mobiliser, d'organiser ce type de rencontres qui ont été annulées en début de semaine.

Elle trouve cela assez curieux, assez atypique, et elle se met à la place des salariés qui vivent au quotidien dans l'entreprise, et vivent ce malaise extrêmement prégnant de l'incertitude. Elle croit que c'est sans doute cela le plus difficile à vivre au quotidien. Elle rappelle à tout le monde qu'il s'agit de 1 600 salariés, 1 600 emplois qui sont à sauvegarder, qui sont à porter à bout de bras, et elle pense qu'ils peuvent aujourd'hui se réjouir des éléments qui leur ont été apportés hier, mais la vigilance est de mise également.

M. CHAUSSET tient tout d'abord à soutenir les salariés et apporter leur solidarité en tant que groupe politique. Ils s'étonnent des atermoiements du dossier, et ne comprennent pas tellement ce qui se passe. Ils se sont déjà exprimés sur le contenu et sur la reconversion de ce type de site, et il fait observer qu'il y a le potentiel sur Blanquefort, avec un certain nombre d'initiatives qui ont déjà été prises, et dont on a vu, en Bureau, la possibilité d'avoir quelque chose d'exemplaire sur la reconversion, sur le moyen et le long terme, d'un site dédié à l'automobile. Cela lui semble intéressant, mais en même temps, on pourrait se demander si le bon temps des nationalisations des banques n'est pas quelque chose qu'il faudrait regretter, parce qu'on s'inquiète, puisqu'il y a des emplois, des secteurs d'avenir, et on s'aperçoit que ce sont les banques qui font blocage. Il estime que cela doit les interroger sur les conditions, sur le principe de conditionnalité qui doit être absolument mis en place sur toutes les aides de l'État envers les banques, des collectivités envers les entreprises. Il trouve cette situation inconcevable. On est allé au secours des banques, sans aucune conditionnalité, on est allé au secours de Peugeot, et

on voit qu'en jouant avec les mots, c'est un site qui n'est pas de production, soi-disant, et on supprime donc le site. Il considère qu'il y a vraiment des choses qui ne sont pas acceptables dans ce monde de l'industrie et des finances, et il pense qu'il serait bien qu'il y ait un vrai retour de l'État, pour garantir un certain nombre de dossiers.

M. GUICHARD aimerait, suite à l'intervention de Gilles PENEL, faire une proposition qu'il souhaiterait être prise comme une aide de leur part. Il sait que tant Alain JUPPE que M. le Président sont très actifs pour le maintien du site de Ford et de ses emplois, soulignant dire cela parce qu'il le pense, mais il ne pense pas cela de tout le monde. Il sait aussi que de par ses responsabilités, les interventions de M. le Président sont parfois délicates. Aussi fait-il la proposition d'aide que leur groupe, au travers de Gilles PENEL, participe au comité de suivi. Il souligne que le choix de Gilles PENEL n'est pas anodin, comme on le comprendra, car ils ne veulent pas faire de ce comité de suivi une tribune politique, mais bien un collectif efficace, et c'est pourquoi il propose à M. le Président que ce comité de suivi puisse aussi s'appuyer sur un élu de chez eux tel que Gilles PENEL.

M. JUPPE indique qu'en tant que Maire de Bordeaux et Vice-Président de la Communauté, mais également Président du groupe Communauté d'Avenir qu'il associe à ce qu'il va dire, il s'est employé depuis le début à faire ce qui est dans sa capacité pour aider à trouver des solutions. Pour eux, le sauvetage du site de Blanquefort et la pérennisation des emplois des salariés qui ont fait leurs preuves depuis tant d'années sur ce site, est une priorité absolue, et il se réjouit qu'ils aient travaillé main dans la main avec l'État et les collectivités territoriales concernées.

Il constate que depuis quelque temps, les signaux qui leur parviennent sont inquiétants. Il précise que la diversification du site porte sur plusieurs axes, d'abord la recherche de nouveaux marchés pour les boîtes de transmission, notamment en Chine, mais cela répond moins vite qu'on leur l'avait dit. Il ajoute le développement et la fabrication de pièces détachées, ce qui est aussi moins rapide que prévu, et puis le projet Atlas de fabrication de couronnes d'éoliennes qui est prêt à démarrer, pour lequel le marché existe, mais pour lequel les investissements sont nécessaires.

Il rappelle que le premier volet de l'investissement nécessaire, c'est d'abord de construire un bâtiment nouveau, dont la maîtrise d'ouvrage sera assurée par la SEM route des lasers, et sur ce point là, d'après les informations dont il dispose, le dossier de financement est bouclé, citant en cela une lettre de Mme LAGARDE en date du 15 avril, c'est-à-dire d'hier.

Reste le deuxième volet qui est essentiel, souligne-t-il, puisque le bâtiment lui-même ne peut pas fonctionner, à savoir qu'il faut des équipements lourds et coûteux pour fabriquer ces couronnes d'éoliennes, et il y en a, là encore, pour 20 M€, et c'est là que le bas blesse, parce que le tour de table bancaire n'a pas pu être finalisé. Comme beaucoup d'entre eux, il est, sur ce point là, tout à fait scandalisé par l'attitude des banques, et en particulier l'une d'entre elles, le Crédit Mutuel, qui est celle qui, par son refus de participer, bloque la signature d'un protocole global. Il fait remarquer les sommes en cause, c'est-à-dire qu'il y a cinq banques dans ce pool, et c'est donc quelque chose de l'ordre de 4 M€ par établissement bancaire, avec une garantie de 60% taux zéro.

Il considère qu'il ne faut pas leur expliquer que pour un projet dont tout le monde s'accorde à reconnaître qu'il est industriellement viable, avec une garantie publique aussi

importante, on ne peut pas prendre le risque financier sur 4 M€. Il juge cette situation inacceptable.

Cela ne bouge pas, il y a eu des interventions multiples, des déclarations multiples, et lorsque, en début de semaine, il a vu que rien ne bougeait, il a recontacté Mme LAGARDE qui s'est beaucoup engagée dans ce dossier dès le départ, notamment auprès de Ford, pour faire comprendre à ce dernier qu'il ne pouvait pas partir en laissant la clé sous la porte. Mme LAGARDE lui a assuré qu'elle allait voir ce qu'elle pouvait faire, et il lui a indiqué, en accord avec le Préfet, que l'une des solutions, c'était qu'un fonds d'État, le FSI ou OSEO, ou des prêts du Trésor, viennent combler ce qui était actuellement la différence non financée, et elle lui a répondu par une lettre du 15 avril, dont il a informé M. le Président Vincent FELTESSE et les autres partenaires.

Il donne à ses collègues lecture du paragraphe final suivant : « *Afin d'assurer l'aboutissement des discussions actuellement en cours avec les établissements bancaires sur le financement des projets FAI, je veillerai à la finalisation du tour de table des 20 M€ recherchés. Ainsi, l'État, via les différents outils de financements publics, notamment des prêts du Trésor, complètera si nécessaire, et en conformité avec les règles communautaires, les ordres de financements, notamment bancaires, pour atteindre les 20 M€ recherchés* ».

Il lui semble que cette information doit être de nature à débloquent le dossier. Il fait observer que cela ne concerne, malheureusement, que 170 salariés, donc il en reste 1600 moins 170, dont il comprend parfaitement les inquiétudes, et il rejoindra la conclusion de Christine BOST, à savoir que la vigilance est plus que jamais nécessaire sur ce dossier.

M. le Président Vincent FELTESSE indique qu'il s'exprimera à la fois comme Président et comme Maire de Blanquefort. Il reconnaît d'abord, qu'il s'agit plutôt d'une bonne nouvelle, et il faut s'en réjouir. Honnêtement, pour l'avoir vécu de près, il précise que les 72 dernières heures ont été extrêmement éprouvantes, quand on a vu la Direction de First lundi qui leur a dit qu'elle ne croyait plus au financement des banques, qu'on n'échapperait pas à un plan social d'entreprise, et qu'elle n'était pas sûre qu'après un plan social, il y ait la masse critique pour continuer à faire tourner l'usine. Il ajoute que cela a été dit, d'une certaine manière, par courrier aux salariés. Il a vu ensuite l'intersyndicale et les inquiétudes étaient très fortes, et effectivement, l'annonce faite hier par Christine LAGARDE, par l'intermédiaire d'Alain JUPPE, était extrêmement rassurante.

Ensuite, il souligne que la leçon qu'il tire de cela, c'est qu'il est indispensable sur ce dossier, de maintenir une pression constante au niveau des salariés, au niveau des élus locaux, au niveau d'Alain ANZIANI qui est intervenu au Sénat, et au niveau d'Alain JUPPE qui est extrêmement impliqué dans ce dossier et qu'il tient au courant chaque fois, et de Christine LARGARDE qui est aussi très présente sur ce dossier. Il observe que la solution à laquelle ils arrivent, c'est aussi grâce à elle, car il faut reconnaître les choses.

Il reste, pour lui, quelque chose de totalement incompréhensible au mieux, scandaleux au pire, dans l'attitude des banques. Soit ce que leur disent le Ministre de l'Économie, OSEO, Ernst and Young, etc., ne sont que balivernes, mensonges, et on est alors dans un pays où il n'y a plus aucune valeur, puisque toutes ces personnes leur ont dit que le plan était solide, contre-financé, soit il y a une attitude des banques totalement irresponsable et

suicidaire. Si les banques continuent à fonctionner de cette manière, il estime que c'est le pays qui sera fragilisé, parce qu'on ne peut pas se passer de croissance économique et d'industries. Il considère qu'il y a, là, un vrai problème de fond.

Il souhaite examiner quelques pistes sur ce dossier. Personnellement, il considère qu'il y a aujourd'hui une rupture de confiance à l'égard de banques, comme il l'a dit, mais également par rapport au plan d'affaires, par rapport à l'actionnaire, par rapport au repreneur, puisque les choses sont plus compliquées que ce qu'on pouvait penser, et a minima, on n'a pas forcément les informations nécessaires, même si les responsables sont venus voir l'intersyndicale la semaine dernière. Il estime qu'il faut qu'on procède d'une manière un peu différente, et il pense qu'il y a 5 points.

Comme premier point, il indique qu'il faut boucler le financement pour Atlas, soulignant que ce ne sont que 170 emplois, mais en même temps, c'est un signe important et cela générera du cash flow.

En deuxième point, il rejoint ce que dit Gilles PENEL, car il paraît important que Ford revienne à la table des négociations, et ils n'arriveront probablement pas à tenir le calendrier de fin 2011. Il précise que cette semaine, Alain JUPPE, Alain ROUSSET, Philippe MADRELLE et lui-même, ont écrit à John FLEMING, le PDG de Ford Europe, en disant qu'il fallait que l'on se revoie pour desserrer ce calendrier, parce qu'il y a une vraie difficulté, mais là aussi, il indique qu'il faudra qu'on sollicite à nouveau Christine LAGARDE, parce qu'on a vu que c'était là qu'il y avait le plus d'efficacité.

Comme troisième point, il pense que d'une manière ou d'une autre, il faut que l'on soit vigilants de manière continue sur le plan d'affaires qui bouge pratiquement de mois en mois. Il évoque le fait qu'un moment donné, on leur dit qu'il y a une touche chinoise, puis que c'est un peu compliqué, et il faut donc vraiment que l'on voie cela.

Il me paraît indispensable, au titre de quatrième point, de trouver un autre actionnaire, car visiblement, le plan qui était fait avec HAY HZ ne met pas de cash directement. Il ne sait pas si le FSI peut y aller directement ou pas, mais il pense qu'il y a besoin d'avoir un actionnaire supplémentaire.

Enfin en cinquième point, sur la question éolienne, il tient à faire part de son inquiétude assez vive suite au rapport parlementaire d'il y a quelques jours, qui donne une mauvaise indication sur l'industrie de l'éolien en France. Il y a le projet Atlas, mais il y a aussi EADS Astrium, il y a Vernier et Plastinov, et il est en contact avec ces industriels qui ne comprennent plus la stratégie de l'État, car ils pensaient qu'il fallait faire une filière éolienne, que cela se développait, et c'est un signe là assez négatif qui leur est donné.

Pour répondre à la proposition de Max GUICHARD, il veut bien associer Gilles PENEL et tout le monde à un comité de pilotage, mais la seule difficulté qu'ils ont, précise-t-il, c'est que tout le monde ne répond pas à leur comité de pilotage, et on se retrouve assez souvent en multi vis-à-vis, car on a du mal à mettre tout le monde autour de la table.

M. GUICHARD pense qu'il serait bien qu'il y ait un comité de suivi autour de M. le Président, mais y compris au niveau de la CUB.

M. le Président Vincent FELTESSE met au vote le dossier n°9.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe des élus Communistes et
apparentés vote contre

Mme BOST

2010/5/ 10 BLANQUEFORT - Quartier de la Gare - Instauration d'un périmètre de prise en considération au titre de l'article L.111-10 du Code de l'Urbanisme - Approbation - Autorisation -

M. le Président Vincent FELTESSE signale qu'il s'agit d'une délibération qui n'est pas anodine. Il précise que comme ils rentrent dans une phase plus active sur la troisième phase du tramway, il est important que la Communauté se dote d'outils qui leur permettent de maîtriser l'évolution autour de ces corridors tramway sur lesquels ils vont beaucoup investir. Il indique qu'ils ont eu une discussion en Bureau sur un programme qui sera appelé « 50 000 nouveaux logements pour les transports collectifs », et tout cela fait partie d'un ensemble qu'ils souhaitent le plus cohérent possible.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme BOST

2010/5/ 11 FLOIRAC - ZAC DES QUAIS - CRAC 2009 - APPROBATION

Mme NOEL indique que les Verts s'abstiennent sur ce dossier comme ils l'ont fait lors des votes précédents.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe des élus Verts-Europe
Écologie s'abstient

Mme BOST

2010/5/ 13 Déplacement à Rennes les 6 et 7 avril 2010

Mme BOST indique qu'ils ont été reçus par Jean-Yves CHAPUIS, Vice-Président en charge des formes urbaines, et par un certain nombre de Maires élus de la Communauté de Rennes qui leur ont présenté leur agglomération, leur mode de faire la ville qui est sensiblement différent du leur, avec une histoire différente, une véritable intégration du fait intercommunal, et une anticipation dans le cadre de leurs opérations d'aménagement grâce à une maîtrise foncière extrêmement performante. Elle ajoute qu'il s'agit aussi d'un territoire différent du leur, puisque l'agglomération de Rennes comporte une trentaine de communes, 36 si sa mémoire est bonne, que la ville centre est à peu près similaire à la leur, mais globalement, l'agglomération de Rennes ne comporte que 450 000 habitants, soit pratiquement la moitié de l'agglomération bordelaise. En revanche, même si les choses ne sont pas reproductibles d'une agglomération à l'autre, ils ont eu la possibilité de puiser un certain nombre de méthodes de faire qui sont probablement intéressantes à

initier sur la Communauté Urbaine dans leurs opérations d'aménagement, mais aussi dans leur façon de voir la ville et de l'anticiper. Il précise qu'ils l'ont évoqué hier en Bureau, avec le projet de 50 000 logements aux abords des corridors de tram et de transports en commun multiples. Elle signale qu'ont participé à ce déplacement à la fois des techniciens et des élus, et elle pense pour sa part, qu'ils devraient se nourrir des expériences de l'ailleurs, parce que souvent, il est très intéressant de pouvoir puiser le positif, de regarder le négatif, et de s'interroger sur leurs propres pratiques, de voir ce qui est bien, ce qui l'est moins, et d'essayer de faire mieux en tous cas. Elle croit que c'est l'objectif recherché, et que chacun d'entre eux a puisé des choses intéressantes dans ce mode de faire.

M. le Président Vincent FELTESSE, estime que, bien sûr, quand on fait ce genre de déplacements, cela a ses vertus, mais aussi ses limites. On connaît les règles du jeu, à savoir qu'on montre toujours ce qui fonctionne bien, et Rennes ne peut pas être considéré comme un modèle, parce que ce n'est pas tout à fait la même situation que Bordeaux, et il n'a encore jamais vu une commune organiser un déplacement pour montrer ce qu'elle a mal fait depuis des années. Il pense qu'il faut donc replacer les choses.

Même si on ne peut pas prendre Rennes comme un modèle, il souligne qu'il y a un certain nombre de leçons à tirer qui ne sont pas totalement anodines, et qui l'ont marqué assez fortement. Il indique que la première leçon, c'est l'équilibre un peu particulier entre la question des compétences et celle du projet politique. Il rappelle que Rennes est une communauté d'agglomération, qu'ils ne sont pas compétents sur tout, ne l'étant même pas pour la voirie, mais malgré tout, ils ont un mode de fonctionnement extrêmement intégré politiquement, avec énormément de discussions entre les élus, ce qui fait qu'ils arrivent à obtenir des projets partagés au-delà de « compétence ou pas compétence ». Il souligne que le fait qu'ils ne soient pas empêtrés dans les débats sur tel ou tel problème de voirie, de canalisations, etc., fait que le projet politique est presque plus présent que chez eux, et cela l'a marqué. Il ajoute que cela ne les empêche pas, au niveau infra agglomération, d'avoir des syndicats intercommunaux sur un projet. Il précise qu'ils ont différents échelons, que l'identité communale est très présente, mais qu'en même temps, le projet collectif est assez présent. Il pense qu'il y a quelque chose qu'il faut méditer sur la direction dans laquelle on veut aller ou pas, la première leçon étant, pour lui, le projet avant la question des compétences, même si cela se rejoint.

Il indique que le deuxième point, c'est la primauté d'une certaine volonté politique qui se traduit par des moyens. Il rappelle que l'objectif de ce déplacement à Rennes portait plutôt sur la question habitat/logement, et ils ont fait le choix, en 2006, d'un nouveau programme pour l'habitat, où ils ont décidé de multiplier par deux leurs objectifs en termes de production de logements, et de passer de 2500 à 5000. Ils ajoute qu'ils ont décidé d'essayer de casser la spirale inflationniste du marché, et pour donner un chiffre, ils ont fait 300 réunions sur le PLH avec le Vice-Président au logement, pour faire en sorte que le discours sur l'aire métropolitaine soit porté politiquement. Mais après, il précise que cela s'est aussi traduit concrètement par des engagements financiers. Il souligne qu'il est très compliqué de comparer les budgets, car on ne sait pas ce qu'ils mettent exactement dedans, mais il y a trois chiffres qui l'ont marqué. Il indique que sur la politique de l'habitat et du logement, ils consacrent 40 M€ par an, et que les aides de l'État ne représentent que 3,5 M€ par an sur un budget global de la métropole de 430 M€. Sur la question du foncier, il précise qu'il n'y a pas d'établissement public foncier, ou qu'il y en a un qui se met en place, mais que depuis des années, ils consacrent 10 M€ par an aux réserves

foncières à moyen/long terme, c'est-à-dire que c'est du foncier qui ne sera pas utilisé avant 10 ou 20 ans. Il mentionne qu'ils ont à peu près 70 ZAC publiques, mais que la plupart d'entre elles sont équilibrées.

En dernier point, qu'il estime le plus important, il signale des résultats qui sont assez étonnants, puisqu'ils ont réussi à augmenter leur production de logements de 2500 à 4700 en trois ans, et surtout, sur la question du loyer qui est la plus marquante, ils étaient en 2006 la sixième agglomération de France la plus chère pour le prix du neuf, alors qu'ils sont maintenant la seizième, tandis qu'il y a toujours la même attractivité démographique. Il souhaitait soumettre ces quelques points à la réflexion de ses collègues, parce que ce sont des données intéressantes.

Mme FAYET estime qu'ils ont effectué un voyage très intéressant, car non seulement il est important d'aller voir ce que font les autres et de leur poser des questions, mais aussi de comprendre ce qui marche ou ce qui ne marche pas, et pourquoi. Elle a trouvé qu'il y avait une dimension communautaire intéressante, parce qu'ils étaient nombreux, des élus de toutes les villes, de toutes tendances, des personnes des services, du cabinet, et il y a donc aussi eu des débats entre eux et cela a été tout à fait intéressant.

Elle indique que ce qu'elle a retenu rejoint tout à fait ce qu'a dit M. le Président, et elle ajoutera un point sur la différence d'organisation. Il lui a semblé comprendre qu'ils avaient deux documents très contraignants, à savoir leur SCOT qui est extrêmement précis et rigoureux, qui va jusqu'à pointer dans chaque commune le nombre maximum et minimum d'hectares à urbaniser, et un PLH très contraignant, contractualisé commune par commune. Elle précise qu'entre les deux, les PLU sont communaux, et c'est donc une organisation un petit peu différente qui n'est certainement pas reproductible ici, mais qui montre qu'il y a, aux deux bouts de la chaîne, des documents contractuels extrêmement forts. Cette rigueur dans le PLH l'a incitée à leur proposer, non pas 300 réunions, mais de faire au moins 27 rencontres, et après les réunions techniques qui se font actuellement avec les services communaux et communautaires pour la révision du PLH, elle pense que vers septembre/octobre, elle ira dans chaque commune rencontrer le Maire et les équipes municipales, pour qu'on aille assez loin dans la programmation et que l'on comprenne bien les attentes des uns et des autres, afin de voir comment ils peuvent réussir leurs objectifs. Elle rappelle que leur objectif est aussi de doubler pratiquement la production de logements, et on voit que c'est possible, puisqu'à Rennes, toutes proportions gardées, ils ont livré 2 439 logements en 2005 et, en 2008, 4 634. Elle fait observer qu'ils ont quasiment doublé en trois ans, ce qui montre le volontarisme qu'ils ont mis pour réaliser ces objectifs.

Enfin, elle signale que l'impact sur les loyers est assez spectaculaire, car une politique volontariste peut soulager les tensions du marché, et la progression des loyers s'est donc nettement ralentie. Elle a aussi personnellement apprécié l'équilibre de leur programmation qui est extrêmement simple, puisqu'il y a 50% de logements aidés, 50% de logements libres, et dans les 50% de logements aidés, 25% de PLUS PLAI, qu'ils considèrent comme des logements sociaux, 25% de logements intermédiaires et accession sociale. Il lui semble que cela pourrait aussi leur convenir, et en tous cas, elle trouve qu'organiser cette visite a été une excellente idée. Elle pense que si l'on fait une visite une fois par an, cela pourrait être une bonne idée pour enrichir leurs réflexions.

M. MAURIN rejoint les sentiments évoqués par ses collègues précédemment. Il se déclare d'accord avec **M. le Président**, sur le fait qu'il faut se méfier des comparaisons car ils ne sont pas tout à fait dans les mêmes échelles, même si le point commun entre la métropole de Rennes et la CUB, c'est la ville centre importante, avec la petite différence que c'est Rennes qui cristallise l'essentiel du logement social de la métropole, puisqu'ils sont à 25% de logements sociaux, contrairement aux communes périphériques qui ont des objectifs beaucoup plus ambitieux pour « faire du logement pour tous ».

Il a trouvé leur volontarisme très intéressant puisqu'ils veulent diviser par deux l'espace à urbaniser chaque année pour éviter la consommation trop importante d'espaces naturels, et de toucher à ce qu'ils appellent la « ceinture verte » entre la ville centre et les villes périphériques. Il souligne que tout en voulant diviser par deux la consommation d'espaces naturels, ils entendent multiplier par deux la production de logements, avec un élément fort que vient de rappeler **Mme FAYET**, qui est l'obligation de 50% de logements aidés, avec une très forte partie de logement très social. Cela s'avère ambitieux, mais il souligne que ces projets sont en train de se réaliser.

Par ailleurs, il estime très important leur courage d'investir dans la consommation d'espaces à urbaniser publics, et il note qu'ils ont, par rapport à la frilosité manifestée par la Communauté Urbaine de Bordeaux, la volonté d'utiliser le phénomène des ZAC pour garder la maîtrise publique de l'occupation des espaces. Il en a tiré cet enseignement qu'il estime très intéressant. Il a aussi relevé une articulation très importante entre le PLH et le SCOT, et le fait qu'ils ont une vision très précise de l'aménagement urbain, ainsi que la rigueur dont ils font preuve sur le SCOT avec la mixité sociale, le développement équilibré des territoires, la protection des paysages et de l'agriculture. Il a constaté leur volonté de toujours partir des réalités sociales. Il a ainsi été stupéfait que les maires des communes qu'ils ont visitées, aient une vision très précise des publics pour lesquels ils avaient besoin de construire la ville de demain. Il a noté des productions collectives mieux adaptées, en lien avec la diversité des revenus, de la composition familiale ou de l'âge. Il a été sensible à la façon dont ils conçoivent des quartiers avec une dimension intergénérationnelle.

Il a trouvé la coopération intercommunale comme un élément parallèle et complémentaire à une politique d'agglomération, puisqu'il y a de l'intercommunalité notamment au niveau des financements des équipements publics, et il en a apprécié la souplesse.

Il a constaté au niveau du courage politique, de la coercition, voire de l'autoritarisme vis-à-vis des promoteurs et des bailleurs sociaux, et il a bien entendu comment certains maires ou adjoints à l'urbanisme exigent des visées sociales, dans le cadre d'une enveloppe définie.

Il pense qu'il faut en tirer des leçons, afin qu'ils puissent avoir, eux aussi, sur la Communauté Urbaine, à dépasser certaines frilosités et timidités par rapport à leurs objectifs ambitieux.

Mme NOEL souhaite, l'essentiel ayant été dit, saluer l'initiative de ce déplacement qui a été extrêmement intéressant, et qui participe vraiment à ce qu'ils puissent se forger une culture commune, entre les élus, et entre les élus et les services. Elle pense qu'une idée a été émise à l'issue de ce voyage, qui est de continuer à aller sur le terrain, mais sur leur propre territoire, et elle croit donc qu'est évoquée la pensée qu'ils fassent des visites à

l'intérieur de la CUB, qu'ils mesurent mieux ce qui se fait sur la commune voisine, et qu'ils puissent échanger sur des produits et sur des résultats.

Elle a noté trois points majeurs dans le cadre de cette visite. Concernant le SCOT, elle a relevé le fait que l'on puisse parvenir à avoir une adhésion de toutes les communes sur des options qui sont assez fortes, et elle a été frappée que les communes acceptent de s'engager sur une densité minimale de 25 logements ou de 40 logements à l'hectare suivant le positionnement de ladite commune. Elle a été, en effet, impressionnée par le fait que les communes ont un tableau de bord extrêmement précis sur le nombre de logements qu'elles pourront construire chaque année sur une période de 15 ans, ce qui fait que chacune a une vision extrêmement claire de la construction pour les années à venir sur son territoire, en termes de quantité, de densité et de localisation. Elle indique que ce qui l'a frappée, c'est aussi qu'il y a des secteurs qui sont intangibles, les secteurs agricoles, et que tout le monde est d'accord sur le fait que, là, il y a une limite qu'on ne franchit pas.

Ce qui l'a beaucoup intéressée également, c'est qu'ils n'ont pas nécessairement visité des choses remarquables, contrairement à ce que M. le Président évoquait, car ils ont aussi visité des opérations qui, au plan architectural, n'étaient pas forcément extraordinaires, mais elle a trouvé intéressant que cette qualité puisse être donnée par autre chose, et là par la qualité des espaces publics, et par le fait qu'il y avait un travail important sur la végétalisation de ces espaces. Elle estime qu'il s'agit de quelque chose qui était très fort, car c'est ce qui donnait la cohésion de l'ensemble avec des produits architecturaux qualitativement diversifiés, Elle ajoute aussi le fait qu'il y ait une grande mixité dans ces produits puisque, sur une même opération, il était remarquable de voir qu'on avait de l'accession sociale, de l'accession libre, du locatif social et du locatif libre.

Le troisième point qu'elle a relevé, c'est le résultat de cette politique foncière qui a été menée depuis 40 ans, qui fait que chaque Maire a un référentiel très précis des coûts fonciers et reste sur ce référentiel, c'est-à-dire qu'on n'accepte pas une hausse des coûts fonciers. Cela permet de faire les ambitions qui ont été émises dans le cadre du PLH et c'est très intéressant, à son avis.

Elle considère que l'on est dans un contexte différent, qu'il ne faut pas transposer, mais qu'il ne faut pas non plus hésiter à s'engager sur des voies d'expérimentation, parce que ce qu'on a noté fortement, c'est qu'il semble qu'à Rennes, on puisse faire des choses qu'on ne puisse pas faire ici, au regard de toute une série de réglementations, et elle parle en particulier de la voirie et d'autres problèmes techniques qui leur fixent les trottoirs à telle largeur, etc...

On est sur le SCOT, on est sur le PLH, on va être sur le PLU et elle pense qu'il faut essayer de garder en mémoire ces marges de progrès. Elle insiste sur le fait qu'au niveau du SCOT, elle voudrait vraiment qu'on arrive à ne pas rester dans le discours, mais à fixer quelques points d'accroche très précis.

M. le Président Vincent FELTESSE précise qu'on ne peut pas faire de parallèle, mais qu'on a choisi Rennes parce qu'on a visité des petits villages, et que l'on était dans quelque chose qui ressemblait à ce que pouvait être l'agglomération bordelaise.

Il rejoint tout à fait ce qu'a dit Mme NOEL sur leurs règlements divers et variés qu'il faut qu'ils revoient pour avoir un peu de souplesse, tout en maintenant la sécurité. Enfin, sur la

question de l'agriculture, il souligne qu'ils ont, à Rennes, un plan local de l'agriculture et qu'ils vont travailler ici sur un plan local de l'agriculture et des espaces naturels.

Mme BOST ajoute que ce qui était intéressant dans l'approche de Jean-Yves CHAPUIS et dans sa présentation, puisqu'on a évoqué les outils réglementaires, c'était son introduction qui consiste à dire qu'on n'habite pas un SCOT ni un PLU, mais que l'idée est de construire une ville au-delà des outils réglementaires, de voir comment donner vie à leurs villes, à leurs communes, et de voir comment créer la ville aimable, la ville désirable, et non pas la ville durable, justement. Elle précise que ce sont des termes qu'il a employés et qui l'ont marquée.

M. JUPPE se déclare convaincu qu'on peut être désirable durablement.

M. Alain CAZABONNE a toujours pensé que le bon sens suffirait. Lorsqu'on impose des normes par rapport à des pistes cyclables et trottoirs, il suffit de rajouter un morceau de phrase, « lorsque l'espace le permet » et, à son avis, le problème est réglé. C'est une souplesse qui est peut-être un vœu pieux, mais cela lui paraît simple et suffisant.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. BRON

**2010/5/ 15 Bordeaux Grands Évènements - Organisation de la manifestation
Bordeaux Fête le Vin du 24 au 27 juin 2010 - Subvention de la Communauté Urbaine
- Convention - Décision - Autorisation**

M. HURMIC trouve tout à fait normal que la CUB accompagne la Ville de Bordeaux dans le financement de cette manifestation, a fortiori cette année où il y aura un festival de jazz. Les Verts pensent que dans la manifestation 2010, il y a un certain nombre de points qui leur paraissent tout à fait souhaitables, voire désirables.

Il ajoute quand même que, par rapport à la dernière manifestation, c'est-à-dire celle de 2008, la voilure financière a été sérieusement réduite, puisqu'on est passé d'un budget de 2 M€ à un budget de 1,6 M€. Un certain nombre de collectivités locales ont été également réduit la voilure financière, et il pense à la Ville de Bordeaux, qui, jusqu'à présent, finançait la manifestation à hauteur de 550 000 €, et ne la finance plus qu'à hauteur de 310 000 €, soit une baisse du budget de 20% par rapport à la précédente édition. Il souligne ne pas parler de la non participation du Conseil Général, mais du fait que la Ville de Bordeaux finance beaucoup moins l'opération, et que la CUB continue à financer à la même hauteur. Il se déclare un peu surpris que la Communauté continue à verser les 107 000 € qui correspondaient à son financement pour la précédente manifestation. En euro constant, cela n'a pas diminué, mais en termes de portion budgétaire, il relève que la CUB devient un support financier beaucoup plus important de cette manifestation qu'elle ne l'a été dans le passé. La CUB s'engage davantage, et il pense qu'il faut le savoir.

Il demande à **M. le Président** si c'est le résultat d'une véritable réflexion de la part de la Communauté Urbaine qui souhaite s'engager davantage dans le financement de ce type de manifestation, et si, du fait que la CUB la finance à cette hauteur là, celui-ci a été davantage associé cette année à la programmation de cette fête du vin. Il souhaite, in fine, faire une remarque qu'il a faite en Conseil Municipal de Bordeaux le 29 mars dernier,

et dire qu'il y a un budget très conséquent dans cette manifestation, qui est celui des quatre feux d'artifice qui s'élève à 120 000 €. Il aimerait savoir si, à l'époque où il est demandé à leurs concitoyens de se serrer la ceinture, ils doivent continuer à avoir une politique aussi fastueuse en matière de feux d'artifice. Il pense que plutôt que quatre feux d'artifice, on aurait pu en privilégier un beau le samedi soir.

M. DELAUX indique que **Pierre HURMIC** n'a pas les bons chiffres en main, puisque la subvention de la Ville de Bordeaux était en 2008 de 250 000€, et qu'elle sera de 310 000 cette année, c'est-à-dire qu'il y aura une augmentation sensible de la Ville de Bordeaux en termes d'apport financier direct. Pour le complément, il précise que ce sont des prestations techniques qui sont en augmentation, mais qui sont chiffrées, ce qui amènent la Ville de Bordeaux à 600 000 €. Il fait donc observer que la progression de la Ville de Bordeaux est importante. Pour ce qui concerne le Département, il rappelle qu'il ne sera pas partenaire, mais que c'est le Comité Départemental du Tourisme, certes avec une réduction de la participation du Département. Il souligne que l'on évolue dans une période et un contexte politique que chacun connaît. Pour le reste, il indique que les entreprises privées sont dans la crise, et qu'elles ont réduit leur participation à cet événement.

M. GUICHARD précise que les élus Communistes et apparentés ne sont pas contre ce type de manifestations, autant la Fête du Vin que l'Escale du Livre, mais il se pose toujours l'éternelle question des compétences et, à partir de là, ils ne participeront pas au vote sur les dossiers 15 et 17.

M. le Président Vincent FELTESSE rappelle que cela fait des années, depuis 1999, que la Communauté subventionne un certain nombre de manifestations, et qu'il pense qu'il est important de revoir leurs critères, et éventuellement leurs exigences. Ils avaient commencé à le faire en Bureau, et ils vont le faire tranquillement. Il souligne qu'il y a des manifestations qui n'avaient pas le succès qu'elles ont aujourd'hui, et d'autres qui ont plutôt décliné, et il lui semble de bonne politique de revoir les choses tous les 10 ans.

M. CHAUSSET fait observer qu'il y a la mission de M. COCONNIER, et qu'il y a des suites à donner par rapport à cela. Il signale que les Verts avaient demandé que l'on se dote d'un règlement d'intervention sur la culture et sur le sport également, car il pense que c'est ce qui importe.

M. le Président Vincent FELTESSE estime qu'il faut que ce soit la Commission Économique qui rentre dans le détail, et ensuite, on l'articulera sur les grandes manifestations.

M. HURMIC constate que le débat s'est instauré, et il donne la position de leur groupe, à savoir qu'ils vont voter cette délibération, mais il veut rappeler ici leur hostilité par rapport à la méthode, car la CUB continue à financer des manifestations culturelles d'envergure en braquant hors compétence, c'est-à-dire en les faisant passer uniquement sur le budget Développement Économique. Ils considèrent que des manifestations hautement culturelles de cette nature, méritent mieux qu'un financement uniquement envisagé sous l'angle du développement économique. Cette année, la manifestation littéraire a eu un vif succès, 40 000 visiteurs, et il a noté le commentaire qui a été fait par la responsable de la Machine à Lire qui parle de « l'élégance d'une manifestation hautement littéraire », donc hautement culturelle. Il pense que cela mérite vraiment, si la CUB a envie de continuer à encourager ce type de manifestations, qu'elle ne soit pas tétanisée par le sujet de

l'extension des compétences. Au moment où ils s'engagent dans une réflexion pour la métropole millionnaire, les Verts estiment que la dimension culturelle, voire même l'identité culturelle, fera inmanquablement partie de cette agglomération millionnaire, et ils regrettent donc la timidité de la Communauté Urbaine à s'engager sur ce terrain là.

Il tient à revenir sur ce qui a été dit à propos de la ville désirable, à savoir qu'il faut passer d'un urbanisme de produit à un urbanisme de désir. Les Verts considèrent que la façon dont on aborde les manifestations culturelles, aujourd'hui, dans cet établissement, fait toujours partie d'un urbanisme de produit, c'est-à-dire une réflexion, à son sens, uniquement axée sur le terrain du développement économique, qu'il est temps qu'ils passent à un urbanisme de désir, et ils pensent que la dimension culturelle fait hautement partie de cette dimension du désir.

Ils engagent M. le Président à accélérer la réflexion qui verra aboutir, enfin, une Communauté Urbaine qui s'intéresse à une dimension essentielle de son développement, à savoir cette dimension culturelle.

M. le Président Vincent FELTESSE indique qu'ils auront un débat dans le cadre du projet métropolitain.

M. JUPPE, pour clarifier le débat, tient simplement à dire que tant que le statut de la métropole n'aura pas changé, et il se peut qu'il change en 2014 comme il le souhaite personnellement, la Ville de Bordeaux n'acceptera pas le transfert de la compétence culturelle à la Communauté Urbaine. Il souligne l'avoir déjà dit en Bureau.

M. le Président Vincent FELTESSE pense que cela ne peut pas être aussi tranché que cela. Il n'y a aucune appétence de la CUB pour gérer les frais de fonctionnement des structures culturelles, mais en même temps, il pense qu'il y a un besoin de mise en réseau.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
Le groupe des élus Communistes et
apparentés ainsi que M. DELAUX ne
prennent pas part au vote

M. BRON

**2010/5/ 16 Association Arc Sud Développement - Programme d'actions 2010 -
 Convention - Décision - Autorisation**

M. ASSERAY indique que les Verts voteront pour cette délibération, mais qu'il voudrait en dire quelques mots. Il rappelle que la CUB a lancé, depuis plusieurs semaines, une démarche de co-construction avec les acteurs économiques, qui doit permettre l'élaboration d'une doctrine partagée pour le développement économique de notre territoire. Il souligne que de grands thèmes vont, ou ont été, abordés, comme l'avenir industriel de la métropole, la croissance verte et autres, et d'ici la fin de ce semestre 2010, un schéma de développement économique va être adopté avec des objectifs ambitieux,

qui sont d'atteindre le peloton de tête des territoires attractifs et visibles pour attirer de nouvelles entreprises, et pour celles qui sont déjà implantées, les soutenir, les accompagner dans leur développement. Il précise qu'actuellement, les interventions de la Communauté Urbaine portent sur les points suivants que sont la réalisation de tous les équipements structurants nécessaires au développement économique et entrant dans la compétence, la constitution des réserves foncières, l'aménagement de sites majeurs, l'intervention aux financements publics, la mise en œuvre de procédures de planification et d'urbanisme, des réalisations d'études démo-économiques et enfin, le fonctionnement et l'animation d'un observatoire de données économiques et des associations intercommunales.

Concernant ces dernières, ils savent qu'elles peuvent remplir certaines missions complémentaires de proximité, notamment être un rôle d'interface dans la mise en œuvre de programmes décidés conjointement par la Communauté Urbaine et les communes membres, et être des relais d'information et d'animation, gérer les fédérations de clubs d'entreprises, mais aussi certains services mutualisés, des centres de ressources, des pépinières d'entreprises et autres. Il ajoute qu'elles peuvent, de temps en temps, faire des études ponctuelles et avoir des actions collectives.

Mais, à la lecture du bilan annuel qu'ils ont eu en Commission, dont certaines associations sont venues se faire l'écho, et en termes de résultats, de création d'emplois et de maintien de ceux-ci, il estime qu'on peut se poser certaines questions, eu égard aux subventions données.

C'est pour cela qu'ils demandent, dans le cadre du schéma économique, de clarifier clairement le soutien de la Communauté à ces types de structures, en optimisant leurs aides. C'est pour cela qu'ils souhaiteraient que des choix d'efficacité soient retenus lors du prochain schéma de développement durable par ces associations.

M. BRON pense qu'il n'y a rien à rectifier. C'est un travail qu'ils sont en train de faire au niveau du schéma de développement économique dans lequel on peut intégrer la notion de proximité des associations qui y sont plus particulièrement attachées.

M. le Président Vincent FELTESSE rappelle qu'il y aura un prochain comité de pilotage sur le schéma métropolitain de développement économique la première semaine de mai. Il espère qu'on arrivera à adopter le schéma aux alentours de la rentrée de septembre. Il pense qu'on peut tout à fait intégrer ce qui a été évoqué.

M. MAURRAS voudrait insister sur le rôle très important de cet accompagnement des jeunes entreprises dans une période extrêmement difficile au niveau économique. Il souligne que les jeunes entreprises souffrent beaucoup et donc, si la Communauté veut avoir une politique de soutien à la création d'entreprises, elle doit automatiquement s'accompagner d'une politique de suivi après création, le nerf de la guerre étant vraiment là. Il tient à saluer le travail réalisé par toutes ces structures, et Arc Sud en particulier.

Il considère que c'est un travail majeur pour accompagner, soutenir et consolider ces jeunes chefs d'entreprise qui font preuve de beaucoup de courage, dans une période très difficile.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. BRON

2010/5/ 17 Association Escales Littéraires Bordeaux - Aquitaine - Organisation de l'édition 2010 de l'Escale du Livre du 6 au 11 avril 2010 - Subvention de la Communauté Urbaine - Convention - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Le groupe des élus Communistes et apparentés ne prend pas part au vote

M. BRON

2010/5/ 20 Aquitanima - Salon international de l'élevage, du matériel et de la génétique du 8 au 10 mai 2010 - Subvention de la Communauté Urbaine - Convention - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. CHAUSSET

2010/5/ 25 Marchés Publics - Tramway 3ème phase - Fourniture de rames - Marché négocié après publicité et mise en concurrence - Attribution - Autorisation de signer

M. le Président Vincent FELTESSE tient à rappeler les chiffres, et précise que l'on est sur une tranche ferme de 86 M€ et qu'il y a une tranche optionnelle qui peut monter jusqu'à 94 M€, et qu'au total, cela peut aller jusqu'à 170 M€. Il invite ses collègues élus à prendre conscience de la délibération qui est proposée.

À l'évocation de ces chiffres, **M. GUICHARD** souligne que cela faisait partie du positionnement des élus Communistes et apparentés au moment de la troisième phase, mais comme cela a été voté et qu'ils prennent acte de ce vote, ils voteront la proposition qui leur est faite.

M. SOLARI se félicite de la prise en compte du handicap au niveau des nouvelles rames, car cela fait partie d'un travail qui a été mené par rapport à ce qui existait déjà, et le détail a été peaufiné pour que les personnes puissent être prises en charge de façon correcte.

M. le Président Vincent FELTESSE fait observer que l'enquête publique sur la troisième phase suit bien son calendrier.

M. CHAUSSET tient à bien confirmer que les services de l'État et ceux de la Communauté, ont fait un tour de force, parce que le dossier a été déposé hier soir et, si tout va bien, l'enquête publique pourrait démarrer fin mai jusqu'à la mi-juillet sur les extensions A, B et C. Pour la ligne D et le tram/train du Médoc, il précise que ce sera plutôt en fin d'année.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. DUCHENE

2010/5/ 27 Marchés publics - Bordeaux - ZAC Bastide Niel - Accord cadre de maîtrise d'oeuvre urbaine - Appel d'offres ouvert - Autorisation d'attribuer et de signer le marché

M. DUCHENE présente ce dossier en soulignant que pour avoir visité un certain nombre de leurs réalisations, ils disposent d'une équipe de très grande qualité, et ils peuvent être sûrs d'avoir une équipe qui s'inscrit dans des logiques de ville durable. Il ajoute qu'elle a su, dans les opérations qu'elle a menées, conduire des concertations de très grande qualité, et que ce n'est pas une équipe qui se contente de produire des propositions, mais qui est à l'écoute des habitants des quartiers concernés.

M. le Président Vincent FELTESSE précise qu'il s'agit d'une procédure un peu nouvelle qu'ils sont en train de proposer pour avoir cette manière de faire la ville qui peut être plus réactive, plus adaptée, et à la fin, parfois, moins coûteuse. Ils ont eu une première expérience avec Nicolas MICHELIN qui est venu ici leur présenter son projet, et ils ont là une autre expérience en termes de montage. Il souligne que c'est un marché unique pour, à la fois faire le plan guide, pour avoir une mission d'architecte conseil, et aussi, de manière intégrée, une mission de maîtrise d'œuvre par rapport au plan guide qu'ils auront plus ou moins validé. Il ajoute que cela veut dire qu'on ne connaît pas le montant des travaux de voirie, parce que le plan guide n'a pas encore été fait, mais ils ont souhaité tout intégrer, parce que la ville est intégrée. Il indique qu'il n'y a pas dix études séparées, et que le jury qu'il a présidé est tombé sur ce choix, et c'est aussi pour cela qu'on arrive à des sommes qui peuvent choquer pour des études, mais c'est parce qu'il y a une partie maîtrise d'œuvre qui est intégrée.

M. GUICHARD fait la remarque que c'est vouloir en effet, un suivi particulièrement acéré dans le cadre de la négociation du prix.

M. JUPPE souhaite d'abord se réjouir de cette décision et du choix qui a été opéré par la Commission d'Appels d'Offres, parce qu'il croit qu'il s'agit d'un architecte urbaniste et d'une équipe de très grande qualité, la mission étant de 9 ans.

Il ajoute qu'un très gros travail a été fait sur ce territoire pour prendre l'avis de la population, l'associer à la définition du projet dans le cadre de ce que l'on appelait « les ateliers de la Bastide », qui ont abouti à un certain nombre de préconisations, et il souhaite donc que l'équipe de maîtrise d'œuvre intègre complètement ce dialogue avec les populations ainsi que le résultat des travaux des ateliers.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. le Président Vincent FELTESSE faisant observer que l'ordre du jour est épuisé, souhaite de bonnes vacances pour celles et ceux qui en prennent et lève la séance à 11h.

Le Secrétaire de séance

M. SAINTE-MARIE